

## Nicaragua

### Dr. Maria Luisa acosta

Les sept peuples autochtones du Nicaragua sont répartis entre le Pacifique, le centre et le nord où se trouvent les Chorotega (221.000), les Cacaopera ou Matagalpa (97.500), les Ocanxiu ou Sutiaba (49.000) et les Nahoia ou Náhuatl (20.000). En revanche, les Mískitu (150.000), les Sumu ou Mayangna (27.000) et les Rama (2.000) habitent la côte caraïbe (ou atlantique). D'autres peuples qui jouissent également de droits collectifs, conformément à la Constitution politique du Nicaragua (1987), sont les descendants d'Africains, également appelés « communautés ethniques » dans la législation nationale. Il s'agit notamment du créole ou kriol (43.000) et du garifuna (2.500).

En 1979, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) prend le pouvoir au Nicaragua, pour s'opposer plus tard au front armé de « La Contra » financé par les États-Unis. Des paysans du Pacifique et des peuples autochtones de la côte caraïbe ont participé à La Contra.

En 1987, à la suite du règlement amiable du conflit devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour mettre fin à la résistance autochtone, le FSLN a créé les Régions autonomes de la côte nord des Caraïbes (RACCN) et du sud (RACCS), sur la base d'un statut d'autonomie (loi n° 28).

Par l'arrêt de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (Cour interaméricaine) dans l'affaire de la communauté Mayangna (Sumo) d'Awasi Tingni c. Nicaragua en 2001, la loi n° 445 du régime de propriété communale des peuples autochtones et des communautés ethniques des régions autonomes de la côte atlantique du Nicaragua et des rivières Bocay, Coco, Indio et Maíz, entre autres, a été promulguée, reconnaissant le droit à l'autonomie des collectivités et à la création d'une procédure de titrage des territoires.

En 2005, l'État a entamé le processus de titrage des 23 territoires autochtones et afro-descendants du RACCN et du RACCS, aboutissant à la délivrance des titres de propriété.

En 2007, le Nicaragua a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et en 2010, il a ratifié la Convention 169 de l'OIT. En 2015, l'Alliance des peuples autochtones et afro-descendants du Nicaragua (*Alianza de Pueblos Indígenas y afrodescendientes de Nicaragua - APIAN*) a été formée.

### Évènements en 2020

#### Échec de l'État à se protéger contre le COVID-19

Au Nicaragua, le gouvernement national a d'abord nié la létalité du COVID-19 et n'a pas respecté les mesures de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour lesquelles l'OMS a publiquement exprimé sa préoccupation à cet égard.<sup>1</sup> Aussi la CIDH et ses rapporteurs spéciaux pour la liberté d'expression et sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux (RELE et REDESCA) ont exprimé leur inquiétude face au manque d'informations fiables et à la persistance de la désinformation officielle sur l'ampleur de la pandémie au Nicaragua.<sup>2</sup> Comment les mesures de protection

constituent des droits des citoyens, qui conformément au devoir de garantir les droits de l'homme, l'État du Nicaragua a une obligation internationale d'accorder.

Le président Daniel Ortega a longtemps été absent de la présence publique pendant la pire partie du pic de la pandémie, et en l'absence de leadership, la société civile a formé l'Observatoire des citoyens COVID-19 (l'Observatoire) pour informer et guider les citoyens sur les mesures de protection, tout en quantifiant les victimes.

Le Nicaragua, avec une population de 6,5 millions d'habitants, a sous-déclaré les décès. L'Observatoire a signalé 11 993 cas suspects de contagion et 2 867 décès ; alors que le Ministère de la Santé - MINSA n'a signalé que 6 046 cas suspects de contagion et 165 décès au 30 décembre 2020. Les décès selon l'Observatoire dans le RACCS étaient de 254 et dans le RACN 211, ce qui constitue chacun 2% du total des décès.<sup>3</sup>

En avril, alors que le gouvernement du Nicaragua avait déjà reconnu les premiers cas de COVID-19, le député autochtone Brooklyn Rivera du parti autochtone YATAMA (*Yapti Tasba Masraka Nanih Aslatakanka* « Children of Mother Earth »), a déclaré à l'Assemblée nationale nicaraguayenne :

*" Jusqu'à présent, nous ne connaissons aucune mesure particulière prise pour les peuples autochtones »,<sup>4</sup>*

faisant référence au fait que l'État n'a pris aucune mesure envisageant l'information ou la protection des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine pendant la pandémie. Les peuples autochtones et afro-descendants sont répartis dans les communes les plus pauvres et les plus reculées du pays, c'est pourquoi, dans la plupart des cas, les personnes touchées par la pandémie devraient entreprendre des déplacements de plusieurs heures, et dans certains cas ils ne seraient possibles que à cause de la voie navigable, pour se rendre à l'hôpital.

### **Mesures des peuples autochtones pour faire face à la pandémie**

Ce manque de protection et d'information adéquates a conduit les gouvernements territoriaux et communaux autochtones et afro-descendants à prendre leurs propres mesures d'autoprotection en décrétant la quarantaine, en réglementant le transport, la mobilisation et la consommation d'alcool, entre autres.

Par exemple, le RACCS, d'une superficie approximative de 27 260 km<sup>2</sup>, 21,1% du territoire national, et une population multiethnique de 408.326 habitants, dont le siège du Gouvernement régional est Bluefields (57.000 habitants), constitue un cas de quarantaine volontaire. D'autre part, le territoire des douze communautés autochtones et afro-descendantes du bassin de la Laguna de Perlas, où un groupe de ses membres résidant à l'étranger, a levé des fonds pour fournir à la communauté du matériel et des équipements médicaux pour faire face à la pandémie.<sup>5</sup> Par ailleurs, les territoires de Sandy Bay et Karawala, à l'embouchure du Rio Grande de Matagalpa, ont été déclarés en quarantaine.<sup>6</sup>

En juin, les données officielles indiquaient que la pandémie avait infecté 1.118 personnes et causé la mort de 46 personnes. Pendant ce temps, l'Observatoire a enregistré 4.217 cas et 980 décès. Pour cette raison, le gouvernement territorial Rama y Kriol (GTR-K) a déclaré son territoire en quarantaine et sa résolution a demandé « *aux autorités de l'État du Nicaragua de respecter les décisions de mesures préventives liées à la*

*pandémie de COVID-19* ». Cependant, après la visite de responsables du ministère de l'Économie familiale (MEFFCA) à la communauté Kriol de Monkey Point, plusieurs membres de la communauté ont présenté des symptômes de COVID-19, et une personne est décédée.<sup>8</sup> En septembre, lorsque l'Observatoire a réfléchi à les RACCS au moins 240 infections, membres du peuple autochtone Rama de la communauté de Rama Cay (Cayo Rama), où vivent 40% des Rama et où il n'y a qu'une pharmacie et un petit centre de santé, ils ont affirmé être « débordés par la peur et le manque de ressources économiques » face au secret d'État et au manque de moyens pour faire face à la pandémie.<sup>9</sup>

De même, les données de l'Observatoire, entre le 18 et le 24 juin, ont confirmé dans le RACCN, avec une superficie de 32 159 kilomètres carrés, 25 % du territoire national et une population multiethnique de 250.000 personnes, 124 cas suspects dont 66 décès, équivalent à plus de la moitié des infections. Dans le seul hôpital du RACCN, situé à Bilwi (85.000 habitants), siège du gouvernement régional, seuls deux ventilateurs étaient disponibles sur les 160 qui existent dans tout le Nicaragua.<sup>10</sup>

En septembre, les dirigeants autochtones mayangna se sont plaints que les autorités régionales n'avaient fourni aucune information ni aucun soutien sanitaire pour prévenir le COVID-19 dans leurs communautés. Au contraire, ils ont encouragé l'activité massive des partis politiques lors de la commémoration traditionnelle de la nation Mayangna, du Suda, dans la réserve de biosphère de Bosawás. Les responsables ont saisi le rôle de la commémoration et ont transporté des personnes des neuf communautés mayangna sans aucune forme de prévention et en provoquant des foules.<sup>11</sup>

La pandémie a révélé encore plus clairement que les infections respiratoires peuvent se propager plus rapidement parmi les peuples autochtones et les afro-descendants en raison des conditions sanitaires précaires dans lesquelles ils vivent, principalement à cause :

- de son accès éloigné et difficile,
- du manque d'eau potable,
- de la contamination des rivières à partir desquelles l'eau est fournie pour la consommation humaine,
- du fait des activités minières,
- de la déforestation,
- des plantations en monoculture sur leurs territoires traditionnels,
- de la tendance systématique de dépossession auquel sont soumis les peuples autochtones Mískitu et Mayangna, dans le triangle minier, à Bosawás et dans le bassin de la rivière Coco (Wangki), depuis près d'une décennie, qui a aggravé la crise sanitaire causée par le COVID-19.

### **La crise sanitaire n'a pas stoppé les menaces continues**

L'Unité des peuples autochtones de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié un document contenant douze recommandations dans lesquelles elle exhorte à faire face à la pandémie, avec une approche interculturelle, reconnaissant la situation de vulnérabilité de ces peuples. Il a également mis en garde sur la nécessité d'éviter la dépossession des terres puisque « certains acteurs peuvent profiter de la situation de crise actuelle »,<sup>12</sup> comme c'est évidemment le cas au Nicaragua.

Malgré la situation d'urgence mondiale créée par la pandémie, près d'une dizaine d'attaques armées ont été menées sur des territoires autochtones<sup>13</sup> en 2020.<sup>14</sup>

L'État applique une politique secrète de colonisation franche des territoires autochtones de la côte caraïbe du Nicaragua, initiée il y a plusieurs décennies avec l'immigration de personnes non autochtones, l'avancée de la frontière agricole et l'élevage extensif de bétail sur ces territoires, au détriment de la forêt et des modes de vie traditionnels des peuples autochtones.<sup>15</sup>

Aussi, à travers la mise en œuvre au cours de la dernière décennie d'une politique extractiviste des ressources naturelles dans les territoires titrés par le même État à ces peuples.<sup>16</sup> Par l'entrée d'entreprises qui plantent les monocultures, comme le palmier africain,<sup>17</sup> sur les forêts comme Alba-Forestal,<sup>18</sup> Eniminas, est un exemple d'une entreprise nationale qui promeut l'exploitation minière,<sup>19</sup> dans la plupart des cas, sans le consentement de ces peuples.

Parallèlement à l'extractivisme, l'usurpation des terres est effectuée par des groupes armés de colons non autochtones qui envahissent les territoires autochtones et attaquent les colonies de ces peuples, les détruisant et tuant les peuples autochtones. Ils menacent en permanence d'enlever, de violer, de blesser et de tuer les membres de ces communautés qui accèdent aux zones de pêche, de chasse, de culture et de récolte de fruits sur leurs propres territoires traditionnels. Ils menacent principalement les femmes et les enfants qui fournissent de l'eau aux familles. Dans ce contexte, les personnes âgées, les femmes et les enfants doivent définitivement fuir dans la forêt et passer des journées entières à se cacher en raison des menaces des colons ; les autochtones vivent embourbés dans l'anxiété et la violence, ce qui génère des niveaux très élevés de stress psychologique. Et en raison du manque d'accès aux terres dont ils dépendent spirituellement et économiquement - leur économie est de subsistance et ils leur fournissent de la nourriture - ; les populations autochtones souffrent actuellement d'insécurité alimentaire, de malnutrition et même de déplacements forcés.<sup>20</sup> Ces attentats n'ont laissé qu'en 2020 un bilan de : 13 morts ; 10 disparus ; 3 blessés dont un paraplégique et un autre amputé d'une jambe ; et 2 kidnappés.

Cela s'ajoute aux attaques directes contre les filles Mískitu : une a été blessée au visage<sup>21</sup> et une autre enlevée le 14 juillet<sup>22</sup>. De plus, il y a un total de 31 victimes d'attaques physiques directes et 26 autres maisons incendiées. Ces événements contrastent avec un total de 34 indigènes Mískitu qui sont morts, 44 ont été blessés, 25 ont été kidnappés et 4 ont disparu entre 2011 et 2018.<sup>23</sup>

### **Attaques contre les Indiens Miskitu et Mayangan**

Les communautés Mayangna et Miskitu de la réserve de biosphère de Bosawas, reconnues par le Programme sur l'homme et la biosphère en octobre 1997, et considérées comme un site du patrimoine mondial par l'UNESCO, ont traditionnellement été le foyer de ces peuples. Cependant, depuis 2015, des attaques systématiques ont été perpétrées contre les peuples autochtones, ce qui a également conduit à la destruction de la réserve Bosawas.<sup>24</sup>

De même, pendant tout ce temps, la CIDH a accordé des mesures conservatoires et la Cour intérimaire des mesures provisoires en faveur des communautés autochtones attaquées. Cependant, l'État du Nicaragua ne s'est pas conformé à ces mesures et a même nié que les attaques aient eu lieu.<sup>25</sup>

## L'attaque d'Alal en toute impunité

Ainsi, les attaques se sont multipliées. La pire attaque a été signalée le 29 janvier 2020 dans la communauté Mayangna d'Alal, composée de 800 habitants dans la zone centrale de Bosawás. Il a été attaqué par 80 colons lourdement armés, laissant 16 maisons incendiées, 10 disparus, quatre hommes de la communauté autochtone morts et deux blessés, dont un est resté paraplégique à la suite des blessures par balle qu'il a reçues lors de l'attaque. Les colons ont également exterminé le bétail autochtone.<sup>26</sup>

Cependant, l'attaque contre Alal a été très différente des précédentes, car la nuit même, ses dirigeants et ses autorités sont apparus sur les réseaux sociaux devant la presse indépendante pour demander de l'aide. Les chefs autochtones ont également signalé que 80 hommes du gang Kucalón étaient responsables<sup>27</sup>.

Pendant ce temps, les médias pro-gouvernementaux ont publié des déclarations de fonctionnaires d'origine autochtone minimisant l'impact de l'attaque d'Alal. De même, la police nationale a publié trois communiqués de presse entre le 30 janvier et le 1er février, décontextualisant l'événement<sup>28</sup>, tandis que les réseaux sociaux étaient inondés de photographies et de déclarations sur le massacre de la communauté d'Alal.

Après l'attaque d'Alal, des membres de la police nationale et de l'armée nicaraguayenne ont occupé la communauté pendant quelques semaines et, par la violence, ont emporté les armes de chasse et les machettes qu'ils utilisent pour effectuer des travaux sur le terrain.

Des plaintes similaires sont constamment déposées par les communautés autochtones de Bosawas et Waspam-Río Coco contre ces autorités.<sup>29</sup> Bien que la police nationale ait annoncé la capture d'un membre du gang Kucalón, les dirigeants indigènes ont dénoncé sa libération.<sup>30</sup>

## Déplacement forcé récent

De même, le 3 septembre, 30 familles ou 180 personnes de la communauté Sangni Laya ont été déplacées de force, fuyant les menaces des colons armés, ce qui les place en victimes dans leur intégrité physique, mentale et morale ; et avec le reste des membres de ces peuples autochtones ont violé leurs droits économiques, sociaux et culturels.<sup>31</sup>

Mais malgré les plaintes et les appels nationaux et internationaux adressés à l'État du Nicaragua<sup>32</sup>, tout cela s'est produit pour les peuples Mískitu et Mayangna, depuis 2015, en toute impunité.<sup>33</sup>

## Notes et références

1. Corte IDH. "CIDH y su REDESCA expresan seria preocupación por la situación de los derechos humanos en el contexto de la respuesta a la pandemia por COVID-19 en Nicaragua". 8 de abril de 2020, consultado el 8 de enero de 2021. Disponible en <https://www.corteidh.or.cr/tablas/centro-covid/docs/Covid-19/CIDH-y-REDESCA-respuesta-a-la-pandemia-por-COVID-19-en-Nicaragua.pdf>
2. CIDH. "CIDH y sus Relatorías Especiales RELE y REDESCA manifiestan grave preocupación por violaciones al derecho a la información en Nicaragua y sus consecuencias para el acceso a la salud en el marco de la pandemia Covid-19". 27 de mayo de 2020, consultado el 8 de enero de 2021. Disponible en <https://www.refworld.org/es/docid/5f6bc3754.html>
3. El Observatorio COVID-19 Nicaragua. Accedido el 8 de enero de 2020. <https://observatorioni.org/>
4. Ocaña, Daliana. "Pueblos indígenas de Nicaragua vulnerables y sin información ante la pandemia". *La Voz de América*, 9 de abril 2021, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.voanoticias.com/centroamerica/nicaragua-pueblos-indigenas-vulnerables-ante-coronavirus>

5. Herrera, Joel. Shakira Simmons: "Mientras más negra sos, más probable que te discriminen". *La Lupa*, 14 de junio de 2020, consultado el 8 de enero de 2021. Disponible en <https://lalupa.press/2020/06/14/racismo-en-nicaragua-mien-n-tras-mas-negra-sos-mas-probable-que-te-discriminen/>
6. Cruz M. Delwin. "Dos comunidades indígenas de Nicaragua se declaran en cuarentena. Estas son las medidas que tomaron". *La Prensa*, 21 de mayo de 2021, consultado el 11 de enero de 2020. Disponible en <https://www.laprensa.com.ni/2020/05/21/nacionales/2676475-dos-comunidades-indigenas-de-nicaragua-se-declaran-en-cuarentena-estas-son-las-medidas-que-tomaran>
7. "Indígenas ramas y krioles de Nicaragua se declaran en cuarentena por COVID-19". *Infobae*, 3 de junio de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.infobae.com/america/agencias/2020/06/03/indigenas-ramas-y-krioles-de-nicaragua-se-declaran-en-cuarentena-por-covid-19/>
8. Noticias de Bluefields. "Dolor y angustia en familia de Bluefields y Monkey Point". Facebook, 6 de julio de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.facebook.com/NotiBluefields/posts/dolor-y-angustia-en-familia-de-bluefields-y-monkey-pointpor-muerte-de-joven-con-1693879194100356/>
9. Castillo V., Houston. "Nicaragua: comunidad indígena enfrenta la pandemia y abandono del gobierno". *La Voz de América*, 1 de septiembre de 2020. Consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.voanoticias.com/centroamerica/indigenas-nicaragua-enfrentan-pandemia-y-abandono-gobierno>
10. Vásquez, Bladimir. La COVID-19 en el Caribe Norte: "Los indígenas estamos desamparados". *Confidencial*, 28 de junio de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://confidencial.com.ni/la-covid-19-en-el-caribe-norte-los-indigenas-estamos-desamparados/?fbclid=IwAR3SzUpIdXE9-ppw-00VT6aGgZU5VfyiUGx7K1SNE0E7Iw3-IhyL7>
11. "Oficialismo politiza encuentro mayangna y sin prevención a la pandemia de COVID-19". *Obrera de la Tecla*, 21 de septiembre de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. <https://obreradela-tecla.com/oficialismo-politiza-encuentro-mayangna-y-sin-prevencion-a-la-pandemia-de-covid-19/>
12. FAO. "La salud y seguridad de los pueblos indígenas está en riesgo a causa del Coronavirus (COVID-19)". Consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <http://www.fao.org/indigenous-peoples/news-article/es/c/1268355/>
13. "Otro asesinato de indígena Mayagna en el caribe norte de Nicaragua, se contabilizan trece en lo que va del año". *100 noticias*, 11 de diciembre de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. <https://100noticias.com.ni/sucesos/104212-indigena-asesinado-caribe-norte-nicaragua/>
14. Tórrez García, Cynthia. "CIDH condena ataque contra indígenas mayangnas en la comunidad Wasakin Caribe Norte". *La Prensa*, 31 de marzo de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.laprensa.com.ni/2020/03/31/nacionales/2657590-cidh-condena-ataque-contra-indigenas-mayangnas-en-la-comunidad-wasakin-caribe-norte> "Denuncian masacre de cinco líderes indígenas en Bosawas". *Confidencial*, 28 de marzo de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en [https://confidencial.com.ni/denuncian-masacre-de-cinco-lideres-indigenas-en-bosawas/?fbclid=IwAR2fdrjL1uPJIN2i4dVYZ67BeLW9-J\\_YYixcFR9EpMix0Q-5zryH18JhUw](https://confidencial.com.ni/denuncian-masacre-de-cinco-lideres-indigenas-en-bosawas/?fbclid=IwAR2fdrjL1uPJIN2i4dVYZ67BeLW9-J_YYixcFR9EpMix0Q-5zryH18JhUw) Munguia, Ivette. "Ataque de colonos deja un mayangna muerto y otro herido en San José de Bocay". *Confidencial*, 12 de julio de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://confidencial.com.ni/ataque-de-colonos-deja-un-mayangna-muerto-y-otro-herido-en-san-jose-de-bocay/> "Indígena miskitu denuncia ataque de colonos este mañana en Sangni Laya". República 18, 10 de septiembre de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://republica18.com/indigena-miskitu-denuncia-ataque-de-colonos-es-te-manana-en-sangni-laya/> CEJUDCAN, "El día 21 de septiembre de 2020, los colonos armados secuestraron dos comunitarios". Facebook, 21 de septiembre de 2020. Consultado el 11 de enero de 2021. <https://www.facebook.com/cejudhcan.derechoshumanos/posts/2873374459559484> Centro Jurídico y Sociocultural desde el Pensamiento Mayangna. "Comunicado" Facebook, 12 de octubre de 2020. Consultado el 11 de enero de 2021. <https://www.facebook.com/CentroJur%3ADdico-y-Sociocultural-desde-el-Pensamiento-Mayangna-105942574597409/photos/pcb.130397145485285/130397968818536/> Galo, Abigail. "Organismo de derechos humanos solicita a Ortega investigar asesinato de líder Mayangna". *Radio Corporación*, 19 de noviembre de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://radio-corporacion.com/blog/archivos/73322/organismo-de-derechos-humanos-solicitan-a-ortega-investigar-asesinato-de-lider-mayangna/> Ver también: <https://twitter.com/cidh/status/132882177729019909?s=24>
15. Rautner, Mario y Cuffer, Sandra. "¿Qué tiene que ver la carne que exporta Nicaragua al mundo con la deforestación?" Mangobay, 3 de octubre de 2020. Disponible en <https://es.mongabay.com/2020/10/que-tiene-que-ver-la-carne-que-exporta-nicaragua-al-mundo-con-la-deforestacion/>
16. Comisión Nacional de Demarcación y Titulación, CONADETI. (2013). Informe Ejecutivo de la CONADETI y las CIDT's al 30 de junio del año 2013. Nicaragua. Disponible en <https://tinyurl.com/yyl4fpy5> "Comandante-presidente Daniel entrega títulos comunitarios a pueblos originarios de la Costa Caribe de Nicaragua". *Tinyurl*, 29 de octubre de 2016. Disponible en <https://tinyurl.com/y66ujxrg>
17. Carrere, Michelle. "Empresa de palma violó normativas ambientales". *Confidencial*, 14 de septiembre de 2017, Disponible en <https://confidencial.com.ni/nacion/empresa-palma-violo-normativas-ambientales/>
18. Enríquez, Octavio. "Gobierno protege a Alba Forestal". *Confidencial*, 5 de junio de 2013. Disponible en <http://confidencial.com.ni/archivos/articulo/12124/quot-gobierno-protege-a-alba-forestal-quot>
19. Campos, Víctor. "Con el modelo extractivista crecemos, pero, ¿nos desarrollamos? Y con la minería ni crecemos ni nos desarrollamos". *Envío*, julio de 2017. Disponible en <https://www.envio.org.ni/articulo/5364>
20. Oakland Institute. "Nicaragua: una revolución fallida: la lucha indígena por el saneamiento". Abril 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.oaklandinstitute.org/nicaragua-revolucion-fallida-lucha-indigena-saneamiento> Ver también: Miranda A., Wilfredo. "Etnocidio en Nicaragua: La violenta embestida de los invasores que desplaza a los indígenas en la Costa Caribe". *Divergentes*, 9 de agosto de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.divergentes.com/colonos-desplazan-indigenas-ni-a-nicaragua> Ver también: CEJIL. "Resistencia miskitu: una lucha por el territorio y la vida". Agosto 2019. Consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://cejil.org/es/informe-resistencia-miskitu-una-lucha-territorio-y-vida-y-PIAN>. "Informe sobre la Situación de los Derechos Territoriales de los Pueblos Indígenas y Afrodescendientes de Nicaragua". Diciembre 2017, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <http://www.temasnicas.net/informeapian.pdf>
21. "Alerta sobre crisis humanitaria en comunidades indígenas de Nicaragua". *Despacho 505*, 18 de febrero 2020, consultado el 11 de enero de 2021. <https://www.despacho505.com/ataque-comunidades-indigenas-nicaragua/>

22. Chiffman, Geovanny. "Denuncian secuestro de niña a manos de colonos en una comunidad de Puerto Cabezas". *Artículo 66*, 14 de julio de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.articulo66.com/2020/07/14/denuncian-secuestro-nina-colonos-comunidad-puerto-ca-bezas/>
23. Torres G. Cinthya. "Porque son tan frecuentes las matanzas de indígenas en Nicaragua (como en Bosawas)?" *La Prensa*, 2 de febrero de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.laprensa.com.ni/2020/02/02/nacionales/2635944-por-que-son-tan-frecuentes-las-matanzas-de-indigenas-en-nicaragua-como-la-ocurrida-en-bosawas-en-la-justicia-esta-la-clave>
24. Selser, Gabriela. "Nicaragua. Mueren los indígenas y también el bosque". *DW*, 18 de febrero de 2020. Disponible en <https://www.dw.com/es/nicaragua-mueren-los-indigenas-y-tambien-el-bosque/a-52411880>
25. EFE. "Policía de Nicaragua niega reciente ataque a indígenas que causó indignación". *La Vanguardia*. 20 de febrero de 2020. Disponible en <https://www.lavanguardia.com/vida/20200220/473673845106/policia-de-nicaragua-niega-reciente-ataque-a-indigenas-que-causo-indignacion.html>
26. Camhaji, Elias. Una masacre en una aldea indígena de Nicaragua deja cuatro muertos. *El País*, 31 de enero de 2020. Disponible en [https://elpais.com/internacional/2020/01/31/america/1580491598\\_557089.html](https://elpais.com/internacional/2020/01/31/america/1580491598_557089.html)
27. 100% Noticias. "Gobierno territorial Mayagna denuncia atrocidad asesinato de indígenas". Video de Youtube. 30 de febrero de 2020. Disponible en: [https://www.youtube.com/watch?v=HUIYI4elfBw&feature=share&fbclid=IwAR18VQo-clhX034GRNBKbCZwa\\_rHYImjXqznuYRtjuxjvDaZTQ715u-SiYZw](https://www.youtube.com/watch?v=HUIYI4elfBw&feature=share&fbclid=IwAR18VQo-clhX034GRNBKbCZwa_rHYImjXqznuYRtjuxjvDaZTQ715u-SiYZw)
28. Acosta María L. "Nicaragua: la masacre de Alal es solo la punta del iceberg". *Servindi*, 11 de febrero de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/10/02/2020/nicaragua-la-masacre-de-alal-es-solo-la-punta-del-iceberg>
28. Shiffman, Geovanny. "Policía orteguista patina por tercera vez y ahora dice que si hubo cuatro asesinados en el Caribe". *Artículo 66*, 1 de febrero de 2020. Disponible en <https://www.articulo66.com/2020/02/01/policia-orteguista-patina-por-tercera-vez-y-ahora-dice-que-si-hubo-cuatro-asesinados-en-el-caribe/>
29. CALPI. Denuncia Pública. Liberan a detenido por ataque a la Comunidad Indígena de Alal y Ejército podría estar involucrado en el ataque. 8 de junio de 2020. Disponible en <https://www.facebook.com/calpinicaragua/posts/4166665220018116/>
30. "Capturan a integrante de la banda "Chabelo" autor de los delitos en perjuicio en la Comunidad Alal", *El 19 digital*, 12 de Febrero 2020. Disponible en <https://www.el19digital.com/articulos/ver/titulo:99994-capturan-a-integrante-de-la-banda-chabelo-autor-de-los-delitos-en-perjuicio-en-la-comunidad-alal>
30. CALPI. Denuncia Pública. Liberan a detenido por ataque a la Comunidad Indígena de Alal y Ejército podría estar involucrado en el ataque. Facebook, 8 de junio de 2020. Disponible en: <https://www.facebook.com/calpi-nicaragua/posts/4166665220018116/>
31. Ver *sura* nota xxi. Ver también: Cruz, Ana L. "Colonos desplazan a más de treinta familias indígenas de la comunidad Sangni Laya". *Confidencial*, 6 de septiembre de 2020, consultado el 11 de enero de 2021. Disponible en <https://confidencial.com.ni/colonos-desplazan-a-mas-de-treinta-familias-indigenas-de-la-comunidad-sangni-laya/>
32. Nicaragua: Experta de la ONU condena el asesinato de un activista y pide proteger a los defensores medioambientales. *UN Noticias*, 1 de Febrero de 2021. Disponible en [https://news.un.org/es/story/2021/02/1487382#:~:text=La%20relatora%20especial%20sobre%20la,a%20los%20responsables%20ante%20la%20CIDH.%20\(23%20de%20marzo%20de%202020\)%20CIDH%20urge%20al%20Estado%20de%20Nicaragua%20a%20cesar%20las%20violaciones%20a%20los%20derechos%20de%20personas%20y%20comunidades%20indigenas.](https://news.un.org/es/story/2021/02/1487382#:~:text=La%20relatora%20especial%20sobre%20la,a%20los%20responsables%20ante%20la%20CIDH.%20(23%20de%20marzo%20de%202020)%20CIDH%20urge%20al%20Estado%20de%20Nicaragua%20a%20cesar%20las%20violaciones%20a%20los%20derechos%20de%20personas%20y%20comunidades%20indigenas.) Disponible en <https://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2020/061.asp>
33. Oakland Institute. "Nicaragua: una revolución fallida: la lucha indígena por el saneamiento". Abril 2020. Disponible en <https://www.oaklandinstitute.org/nicaragua-revolucion-fallida-lucha-indigena-saneamiento> Ver también: Miranda Aburto, Wilfredo. "Etnocidio en Nicaragua: La violenta embestida de los invasores que desplaza a los indígenas en la Costa Caribe". *Divergentes*, 9 de agosto de 2020. Disponible en: <https://www.divergentes.com/colonos-desplazan-indigenas-nicaragua/> Ver también: CEJIL. Resistencia miskitu: una lucha por el territorio y la vida. Agosto 2019. Disponible en <https://cejil.org/es/informacion-resistencia-miskitu-una-lucha-territorio-y-vida> Ver también: Alianza de Pueblos Indígenas y Afrodescendientes de Nicaragua (APIAN). Informe sobre la Situación de los Derechos *Territoriales de los Pueblos Indígenas y Afrodescendientes de Nicaragua*. Nicaragua, diciembre 2017. Disponible en <http://www.temasicas.net/informeapian.pdf>

**Dr. María Luisa Acosta** est présidente de l'Académie nicaraguayenne des sciences (ACN), professeure agrégée à la Faculté des sciences humaines et au Département des sciences juridiques, Université d'Amérique centrale (UCA), Managua, Nicaragua. Coordinateur du Centre d'Assistance Juridique aux Peuples Autochtones (CALPI). Contact : [calpi2014@gmail.com](mailto:calpi2014@gmail.com) ; [calpi-nicaragua.com](http://calpi-nicaragua.com)

**Source :** IWGIA El Mundo INDígena 2021  
Traduction par le GITPA